



Session du 18 février 2021

*Vœu présenté par
le Groupe Socialistes, Radicaux et Démocrates*

Pour l'abandon du Projet Hercule - EDF

Le démantèlement des entreprises publiques par l'Etat est toujours une réalité en 2021, avec le projet de réorganisation « Hercule » qui prévoit de scinder EDF en trois entités distinctes. La volonté du Gouvernement de diviser ce fleuron de l'industrie française est une erreur monumentale.

Le 9 janvier, la direction de l'entreprise nationale a présenté son plan devant l'Assemblée Nationale. La scission prendrait la forme suivante :

- EDF Bleu, entreprise publique gérant le parc nucléaire national,
- EDF Vert, entreprise cotée en Bourse dédiée aux énergies renouvelables,
- EDF Azur, entreprise qui gérerait les nouvelles concessions des barrages hydroélectriques.

12 000 emplois en dépendent. 12 000 personnes et autant de foyers qui sont aujourd'hui plongés dans l'incertitude quant à leur futur. De Belleville à Avoine en passant par Dampierre-en-Burly et Saint-Laurent-des-Eaux, des femmes et des hommes ont fait part de leurs inquiétudes. Ils ont manifesté contre le démantèlement de leur outil de travail en décembre et en janvier. Nous les soutenons.

Cette doctrine de privatisation semble venue d'un autre âge. Elle cherche à casser un outil essentiel à la transition énergétique. Pourquoi, tout en nationalisant de nouveau le parc nucléaire, privatise-t-on par la même occasion le développement des énergies renouvelables ? Notre pays serait amputé de ses capacités à planifier et à agir sur le moyen et le long terme. Notre indépendance et notre sécurité énergétique ne doivent pas dépendre des lois du marché. Il en va de notre souveraineté nationale.

A ces préoccupations sociales, environnementales et stratégiques s'ajoutent celles de l'avenir de notre industrie. La société d'Électricité de France, fille des principes de nationalisation du Conseil national de la Résistance, est une fierté pour notre pays. Elle abrite des savoir-faire et des compétences dont nous ne pouvons pas nous passer. Oui, il est nécessaire de s'interroger sur notre production et notre consommation d'énergie, ses conséquences et ses impacts. La filière a besoin d'investissements publics conséquents pour sécuriser, mettre à niveau ses usines et son réseau tout en gardant sa capacité d'innovation. Il n'est pas question de privatiser les bénéfices qui le permettraient.

En conséquence, le Conseil Régional Centre-Val de Loire, réuni le 18 Février 2021 à Orléans :

- **demande l'abandon du projet Hercule par le Gouvernement et la direction de l'entreprise.**

Adopté à l'unanimité avec une non participation au vote du groupe Ecologiste et de Monsieur Pierre Commandeur